



La France face aux tourmentes

Ouvrir le débat sur les modèles d'avenir

Volume 1



COMITÉ 21
France

Vol. 1

***De l'espoir du « monde d'après »
à l'instabilité de la planète***

Vol. 1 – De l'espoir du « monde d'après » à l'instabilité de la planète

Les périodes de stabilité permettent rarement de questionner les fondements d'une société. Lorsque la croissance est au rendez-vous, que les institutions fonctionnent et que les crises semblent sous contrôle, les modèles de développement apparaissent comme des évidences. Ils structurent les décisions publiques, les stratégies économiques et les comportements individuels sans véritablement être interrogés.

Les périodes de rupture produisent l'effet inverse. Elles obligent à regarder autrement les trajectoires suivies, à identifier les fragilités accumulées et à s'interroger sur les conditions d'un avenir souhaitable.

Le début des années 2020 appartient incontestablement à cette seconde catégorie. En quelques années, les certitudes qui avaient largement structuré la fin du XX^e siècle et même le début du XXI^e siècle ont été bousculées. La mondialisation heureuse, l'abondance énergétique, la stabilité géopolitique, la confiance dans le progrès technique ou encore l'idée d'une amélioration continue des conditions de vie apparaissent désormais lointaines, en tout cas moins évidentes qu'auparavant.

Cette évolution ne résulte pas d'un événement unique. Elle procède de la rencontre entre plusieurs dynamiques de fond : changements climatiques, tensions sur les ressources, transformations démographiques, révolution numérique, montée des inégalités, retour des conflits armés et fragilisation des mécanismes de coopération internationale. La pandémie de Covid-19 a constitué un révélateur spectaculaire de ces mutations, mais elle n'en est ni l'origine ni l'unique manifestation.

Dans ce contexte, une question s'impose progressivement : sommes-nous confrontés à une succession de crises passagères ou à une remise en cause plus profonde des modèles qui ont organisé notre développement depuis plusieurs décennies ?

C'est cette interrogation qui a conduit le Comité 21 à engager ce travail de réflexion.

Ce premier volume propose ainsi un retour sur les événements, les ruptures et les signaux qui ont marqué l'entrée dans cette nouvelle période historique. Il ne cherche pas à dresser un inventaire exhaustif des crises contemporaines, mais à montrer comment leur accumulation révèle une réalité plus profonde : celle d'un monde devenu plus instable, plus interdépendant et confronté à la nécessité de repenser ses trajectoires de développement.

Avant d'imaginer les modèles de demain, encore faut-il comprendre pourquoi ceux d'hier sont aujourd'hui questionnés.

À propos de ce document

Ce document n'a pas vocation à constituer une expertise définitive ni à proposer une vision unique de l'avenir. Il s'inscrit dans une démarche de réflexion collective portée par le Comité 21, associant des acteurs issus du monde économique, des collectivités territoriales, des associations, de l'enseignement supérieur, de la recherche et de la société civile.

Son objectif est d'éclairer les transformations en cours, de mettre en débat différentes analyses et de faire émerger des pistes d'action susceptibles de répondre aux défis environnementaux, sociaux, économiques et démocratiques du XXI^e siècle.

Les constats, témoignages, contributions et propositions présentés dans ce document ont vocation à nourrir le débat public, à favoriser le dialogue entre les acteurs et à contribuer à l'émergence de solutions concrètes au service de l'intérêt général.

Table des matières

Quand le monde s'est arrêté.....	6
Repenser l'économie autour de l'usage	10
L'âge des tourments	10
Des ressources sous tensions	11
Le retour des crises énergétiques	11
La nouvelle guerre des terres rares	12
L'insécurité alimentaire mondiale.....	13
L'accélération du réchauffement climatique	14
Une planète qui bascule	14
Le franchissement des seuils d'alerte	15
Les océans, nouveau signal d'alerte.....	16
La France en première ligne	17
Le déclin de la biodiversité	19
Un sursaut encore fragile	19
Le retour des puissances et l'effritement du multilatéralisme	24

Quand le monde s'est arrêté

Lorsque le Comité 21 publiait La Grande Transformation au début de l'année 2020, quelques semaines avant que la pandémie de Covid-19 ne bouleverse la planète, nul n'imaginait encore à quel point cet événement allait agir comme un révélateur de nos fragilités collectives.

Pour la première fois depuis plusieurs générations, l'ensemble du monde faisait simultanément l'expérience d'une même vulnérabilité. Les frontières se fermaient, les avions restaient au sol, les chaînes d'approvisionnement se désorganisaient, les systèmes de santé étaient mis sous tension. En quelques semaines, des certitudes que l'on croyait solidement établies vacillaient.

Cette crise sanitaire n'a pas seulement révélé les limites de nos systèmes de santé. Elle a mis en lumière la fragilité de sociétés construites autour de l'accélération permanente des flux, de la spécialisation croissante des territoires et d'une mondialisation toujours plus intégrée. Elle a rappelé que les économies les plus performantes pouvaient se retrouver déstabilisées par un choc inattendu, que des produits essentiels pouvaient venir à manquer et que les interdépendances qui fondent notre prospérité pouvaient également devenir des facteurs de vulnérabilité.

Mais la pandémie a surtout rappelé une vérité que plusieurs décennies d'abondance avaient parfois contribué à faire oublier : les sociétés humaines demeurent profondément dépendantes des équilibres écologiques, sociaux et institutionnels qui rendent la vie collective possible. Elle a souligné le rôle essentiel des services publics, de la recherche, des collectivités territoriales, du tissu associatif et des solidarités de proximité. Elle a montré qu'une société résiliente ne se mesure pas uniquement à sa richesse économique mais aussi à sa capacité à protéger les plus vulnérables, à maintenir la confiance et à organiser la coopération.

Très rapidement, l'événement a été interprété comme le signe d'un changement d'époque. Comme après la crise financière de 2008-2009, de nombreux observateurs ont estimé que la pandémie marquait la fin d'un cycle historique ouvert dans les années 1980, caractérisé par la dérégulation économique, la financiarisation croissante des économies, l'intensification continue des échanges mondiaux et la recherche permanente d'efficacité.

L'idée d'un « monde d'après » plus sobre, plus solidaire et plus résilient s'est alors imposée dans le débat public. Certains plaidaient pour une réorientation massive des investissements vers la transition écologique. D'autres appelaient à reconstruire des capacités industrielles stratégiques, à renforcer les systèmes de santé ou à mieux protéger les populations les plus fragiles. Beaucoup considéraient que la pandémie offrait l'occasion de réinterroger les finalités du développement et de reconstruire des économies davantage ancrées dans les territoires.

Parmi les analyses les plus commentées figurait celle de Jean Pisani-Ferry. Dans une note publiée par Terra Nova², il estimait que la pandémie pourrait marquer « la fin du modèle de croissance né il y a quelques décennies avec la révolution Reagan-Thatcher, la conversion de la Chine au capitalisme et la disparition de l'URSS ». Il soulignait que la crise révélait simultanément la fragilité de nos sociétés, le retour de l'État comme acteur stratégique, l'érosion du soutien à la mondialisation et la nécessité de mieux prendre en compte les biens publics, la sécurité économique et la redistribution.

Cette conviction était largement partagée. Bertrand Badré observait lui aussi que l'enjeu n'était pas simplement de réparer les dégâts causés par la crise mais de s'interroger sur les fondements mêmes de

notre système économique. La pandémie révélait brutalement les limites du « juste-à-temps », la dépendance des économies mondialisées et la nécessité de reconstruire des capacités de résilience. Selon lui, nous avions oublié « d'enraciner notre système », de lui donner une assise durable et de considérer le profit comme un moyen plutôt que comme une fin.

Au-delà des analyses économiques, c'est tout l'imaginaire collectif qui semblait s'être déconfiné. La période fut marquée par une remarquable effervescence intellectuelle et culturelle. Les appels à produire de nouveaux récits trouvaient un écho dans de nombreux essais, tribunes et œuvres littéraires qui exploraient les fragilités du monde contemporain, les risques d'effondrement ou les possibilités d'un autre avenir.

Les récits catastrophistes furent nombreux. Ils faisaient écho à la pandémie, mais aussi aux fractures sociales révélées par le mouvement des Gilets jaunes. D'autres auteurs esquissaient au contraire les contours de sociétés plus sobres, plus locales ou davantage réconciliées avec les limites écologiques. Derrière cette diversité de regards se dessinait une même interrogation : la crise allait-elle réellement transformer nos modèles de développement ou ne constituer qu'une parenthèse avant le retour à la normale ?

Le Comité 21 partageait largement l'idée que cette crise constituait un avertissement. Dès 2020, nous affirmions qu'elle ne représentait pas une parenthèse mais un révélateur. Elle mettait en lumière les limites d'un modèle fondé sur une consommation toujours croissante de ressources naturelles, l'extrême dépendance des chaînes mondialisées de production, l'approfondissement des inégalités sociales et territoriales ainsi que l'émergence de risques systémiques susceptibles de caractériser le XXI^e siècle.

Nous écrivions alors que nous vivions non pas la première tragédie du XXI^e siècle, mais sa première tragédie véritablement mondiale. Une crise où s'entrechoquaient les excès de la croissance, les fragilités de la mondialisation et les conséquences de notre difficulté collective à anticiper les risques systémiques. Cette pandémie moderne nous renvoyait paradoxalement aux temps anciens des grandes épidémies, comme si une partie de notre puissance scientifique et technologique se trouvait soudainement suspendue. En quelques semaines, nous redécouvriions deux réalités fondamentales : notre vulnérabilité et l'importance de l'ancrage territorial.

Nous soulignions également que cette crise ne serait probablement pas la dernière. Depuis plusieurs décennies déjà, la communauté scientifique alertait sur l'accélération des changements climatiques, l'érosion de la biodiversité, les tensions sur l'eau, l'épuisement de certaines ressources stratégiques ou encore les fragilités géopolitiques d'un monde toujours plus interdépendant. Une pandémie, pourtant identifiée depuis longtemps par les spécialistes, n'occupait alors qu'une place secondaire dans les principaux exercices de prospective. Les risques financiers dominaient encore largement les analyses, tandis que les risques écologiques commençaient seulement à être intégrés dans les scénarios d'avenir.

Cette lecture systémique constituait l'un des messages centraux de La Grande Transformation. Les crises environnementales, économiques, sociales, sanitaires et démocratiques ne pouvaient plus être pensées séparément. Elles formaient déjà les différentes dimensions d'une même mutation historique. Les bouleversements à venir ne s'additionnaient pas ; ils se renforçaient mutuellement.

À partir de ce constat, le Comité 21 appelait à articuler la gestion de l'urgence sanitaire avec la transformation de long terme de nos modèles de développement. Nous plaidions pour que les Objectifs de développement durable constituent la boussole de la reconstruction, pour que les plans de relance accélèrent la transition écologique plutôt qu'ils ne restaurent les équilibres antérieurs, pour que les institutions soient davantage orientées vers le bien commun et pour que le numérique demeure un outil au service de la société plutôt qu'une finalité en soi.

Six ans plus tard, force est de constater que nombre de ces avertissements étaient fondés.

Mais le monde qui a émergé n'est pas celui que beaucoup imaginaient.

Le « monde d'après » n'a pas véritablement vu le jour. Les mécanismes qui ont contribué aux déséquilibres actuels continuent largement de structurer nos économies. Les émissions mondiales de gaz à effet de serre demeurent à des niveaux records. La consommation de ressources poursuit sa progression. Les inégalités restent fortes. Les tensions géopolitiques se multiplient. Les institutions internationales peinent à construire des réponses communes à des défis pourtant largement partagés.

Plus profondément encore, la pandémie n'a pas ouvert une nouvelle séquence de coopération mondiale. Elle semble avoir marqué l'entrée dans une période d'instabilité durable, caractérisée par le retour des rapports de force géopolitiques, la fragmentation croissante des échanges, l'affaiblissement du multilatéralisme et la difficulté des démocraties à inscrire leur action dans le temps long.

L'idée même de progrès, qui avait largement structuré les sociétés occidentales depuis l'après-guerre, apparaît désormais traversée par le doute. Le progrès technique continue de susciter l'espoir mais nourrit également des inquiétudes. La croissance économique demeure recherchée mais ses bénéfices apparaissent de plus en plus inégalement répartis. La mondialisation a permis des avancées considérables mais elle a aussi révélé de nouvelles dépendances. Quant à la transition écologique, elle est désormais reconnue comme indispensable tout en peinant encore à trouver sa traduction politique, économique et sociale.

C'est dans ce contexte qu'il faut comprendre les bouleversements actuels. Ils ne traduisent pas simplement l'accumulation de crises successives. Ils révèlent une remise en question plus profonde des conditions qui avaient rendu possible le développement des sociétés contemporaines.

De la psychose collective à l'oubli

Au sortir de la pandémie, deux visions de l'avenir semblaient s'affronter.

La première considérait que la crise sanitaire constituait un tournant historique. Elle révélait les limites du modèle dominant tout en ouvrant la voie à une société plus résiliente, plus solidaire et davantage attentive aux limites écologiques. Cette lecture a notamment été portée par Jean Viard, qui a vu dans la pandémie l'accélérateur de profondes transformations sociales et territoriales⁵.

La seconde lecture était beaucoup plus pessimiste. Elle trouvait une expression saisissante dans la formule prononcée dès 2020 par Jean-Yves Le Drian : « le monde d'après sera le même en pire ». Selon cette analyse, les fragilités révélées par la crise n'allaient pas disparaître mais s'aggraver.

Dans ce contexte, de nombreuses institutions ont tenté de tirer les leçons de la pandémie. Les Nations unies ont appelé à faire des Objectifs de développement durable la boussole du redressement. Le Parlement européen a formulé des propositions pour renforcer la résilience sanitaire, démocratique et sociale des sociétés. Les chercheurs ont mis en évidence des évolutions durables, comme la généralisation du télétravail, mais aussi des phénomènes plus préoccupants : montée de la défiance envers les institutions, fragmentation de l'espace public et affaiblissement d'un « réel partagé ».

Le Comité 21 défendait alors une conviction simple : la pandémie ne devait pas être considérée comme une crise isolée mais comme le révélateur de transformations beaucoup plus profondes. Elle invitait à penser ensemble la sortie de crise sanitaire et la transition écologique, à orienter les investissements vers la durabilité, à renforcer les biens communs et à mettre les innovations numériques au service de l'intérêt général.

Avec le recul, le constat apparaît pourtant contrasté. Comme l'a montré Focus 2030, la pandémie a ralenti ou inversé les progrès réalisés sur de nombreux Objectifs de développement durable. La

pauvreté, les inégalités et les vulnérabilités sociales se sont accrues dans de nombreux territoires, tandis que les avancées environnementales sont restées limitées⁶.

La première pandémie véritablement mondiale du XXI^e siècle n'a pas provoqué le sursaut collectif que beaucoup espéraient. Elle a certes accéléré certaines transformations, mais elle a également nourri la défiance envers la science, fragilisé une partie de la jeunesse et accentué des fractures déjà existantes.

Abdenmour Bidar résumait ce paradoxe lorsqu'il s'interrogeait, dans Le Monde en juin 2022, sur notre capacité à passer « de la psychose collective à l'oubli total ». Comment expliquer qu'après avoir redécouvert l'importance du lien social, des solidarités et des biens communs, nous semblions être revenus si rapidement à nos habitudes antérieures ?

Cette question demeure entière. Car la pandémie n'a probablement pas ouvert le « monde d'après » annoncé en 2020. Elle a plutôt marqué la fin d'une illusion : celle d'un monde stable, prévisible et capable de poursuivre sa trajectoire sans remettre en cause ses fondements.

À sa place s'est progressivement imposée une autre réalité : celle d'un monde où les crises se multiplient, s'entremêlent et se renforcent mutuellement.

Les universités et organismes de recherche doivent également être davantage associés aux politiques publiques et aux stratégies territoriales afin de renforcer la diffusion des connaissances scientifiques.

Cette ambition suppose notamment :

- le renforcement de l'éducation au développement durable à tous les niveaux du système éducatif ;
- l'intégration des enjeux climatiques et environnementaux dans les cursus de l'enseignement supérieur ;
- le développement de formations spécifiques pour les élus et les cadres publics ;
- l'accompagnement des reconversions professionnelles liées aux transitions ;
- le soutien aux démarches de science participative et aux dispositifs de dialogue entre chercheurs et décideurs.

Dans une société confrontée à des évolutions profondes, et à une explosion de la désinformation , la connaissance constitue un facteur essentiel de résilience démocratique.

Repenser l'économie autour de l'usage

Parmi les différents modèles économiques explorés, le Comité 21 identifie l'économie de fonctionnalité comme l'une des pistes les plus prometteuses pour concilier prospérité économique, sobriété des ressources et souveraineté.

Notre économie demeure largement organisée autour de la production et la vente d'un volume croissant de biens matériels. Ce modèle a permis des progrès considérables mais il atteint aujourd'hui certaines limites écologiques et sociales.

L'économie de fonctionnalité propose une logique différente : répondre aux besoins des individus et des organisations en privilégiant la valeur d'usage plutôt que la simple possession. L'entreprise ne vend plus uniquement un produit mais une solution, un service ou une performance. Elle est alors incitée à prolonger la durée de vie des équipements, à réduire les consommations de ressources, à favoriser la maintenance, la mutualisation et le réemploi.

Cette approche permet de réduire les impacts environnementaux tout en créant de nouvelles activités économiques locales et moins dépendantes des ressources importées.

Afin d'accélérer son développement, le Comité 21 propose :

- de reconnaître davantage juridiquement la notion d'usage, et ses incarnations entrepreneuriales ;
- d'adapter certains mécanismes fiscaux et comptables afin de favoriser les modèles serviciels ;
- de soutenir les expérimentations territoriales ;
- d'intégrer ces principes dans les politiques d'achats publics ;
- de développer les formations dédiées à ces nouveaux modèles économiques ;
- de renforcer les dispositifs favorisant la réparation, le réemploi, la mutualisation et l'économie circulaire.

Plus largement, cette approche invite à repenser la notion même de richesse et de performance à l'aune des besoins réellement satisfaits, de la qualité de vie produite et de la préservation des ressources communes.

L'âge des tourments

La pandémie de Covid-19 a longtemps été analysée comme une crise exceptionnelle. Avec le recul, elle apparaît davantage comme le premier épisode visible d'une séquence historique plus profonde. Depuis le début des années 2020, les sociétés contemporaines sont confrontées à une accumulation de chocs qui ne peuvent plus être compris séparément : pandémie mondiale, guerre en Europe, tensions au Moyen-Orient, inflation, crise énergétique, accélération des changements climatiques, tensions sur les ressources, bouleversements technologiques et polarisation démocratique.

Ces événements ne constituent pas une simple succession de crises indépendantes. Ils forment un système de vulnérabilités interdépendantes où chaque perturbation renforce les autres. Une guerre provoque une crise énergétique. La crise énergétique alimente l'inflation. L'inflation fragilise les ménages et accentue les

tensions sociales. Les changements climatiques aggravent les tensions sur l'eau, l'alimentation et les ressources. Les difficultés économiques réduisent les capacités d'investissement nécessaires pour préparer l'avenir.

Nous sommes ainsi entrés dans ce que plusieurs chercheurs qualifient désormais de « polycrise » : un monde où les risques se cumulent, interagissent et se renforcent mutuellement.

Des ressources sous tensions

Le retour des crises énergétiques

Pendant plusieurs décennies, les pays occidentaux ont eu le sentiment que les crises énergétiques appartenaient au passé. Après les chocs pétroliers de 1973 et 1979, les politiques de diversification des approvisionnements, l'amélioration de l'efficacité énergétique, le développement du nucléaire dans certains pays et la mondialisation des échanges avaient progressivement fait disparaître la question énergétique des préoccupations quotidiennes. L'énergie était devenue abondante, accessible et relativement stable. La sécurité des approvisionnements semblait acquise.

Les années 2020 ont brutalement mis fin à cette illusion.

La sortie de la pandémie de Covid-19 a d'abord provoqué un rebond massif de la demande mondiale d'énergie, mettant sous tension des chaînes d'approvisionnement déjà fragilisées. Mais c'est surtout l'invasion de l'Ukraine par la Russie en février 2022 qui a marqué le retour spectaculaire de l'énergie comme enjeu géopolitique majeur. En réponse aux sanctions européennes, la Russie a progressivement réduit puis interrompu une grande partie de ses exportations de gaz vers l'Union européenne. Cette rupture a révélé l'ampleur de la dépendance énergétique européenne et la fragilité d'un modèle reposant sur des approvisionnements considérés jusqu'alors comme sécurisés.

Pour compenser cette perte, les États européens se sont tournés vers d'autres fournisseurs, notamment les États-Unis, le Qatar ou l'Australie. Cette recomposition rapide des flux énergétiques mondiaux a contribué à une forte hausse des prix du gaz, qui s'est ensuite répercutée sur les marchés de l'électricité¹. La crise énergétique est ainsi devenue une crise économique et sociale, alimentant l'inflation, fragilisant les entreprises et pesant durablement sur le pouvoir d'achat des ménages.

Cette période a également ravivé les débats sur la souveraineté énergétique. En France, le nucléaire a connu un regain d'intérêt spectaculaire. Malgré le vieillissement du parc, les besoins de modernisation des infrastructures et la hausse du coût de certaines matières premières, il est apparu à une partie croissante de l'opinion publique comme un moyen de concilier lutte contre les changements climatiques et indépendance énergétique. Fin 2022, l'acceptation de la production d'électricité nucléaire avait progressé de 14 points en seulement quatre mois, tandis que seuls 6 % des Français s'y déclaraient opposés².

Mais la guerre en Ukraine n'a pas constitué un épisode isolé. Elle a marqué le début d'une nouvelle période d'instabilité énergétique mondiale. Les tensions géopolitiques se sont multipliées, rappelant que l'énergie demeure au cœur des rapports de puissance. Les conflits au Moyen-Orient en offrent une illustration particulièrement frappante. Les tensions entre Israël et l'Iran, les attaques contre les navires commerciaux

en mer Rouge ou encore les menaces récurrentes pesant sur le détroit d'Ormuz rappellent combien les approvisionnements mondiaux restent dépendants de quelques points de passage stratégiques.

Le détroit d'Ormuz concentre à lui seul près de 20 % du commerce mondial de pétrole et une part importante des exportations de gaz naturel liquéfié des pays du Golfe. Chaque escalade militaire dans la région provoque immédiatement des inquiétudes sur les marchés internationaux et des hausses de prix. Plus largement, la mer Rouge, le canal de Suez ou encore les grands corridors maritimes énergétiques apparaissent aujourd'hui comme des infrastructures critiques dont la sécurisation conditionne une partie de la stabilité économique mondiale.

Cette situation révèle un paradoxe majeur du XXI^e siècle. Alors même que les États s'engagent dans la transition écologique et cherchent à réduire leur dépendance aux énergies fossiles, l'énergie reste l'un des principaux facteurs de vulnérabilité géopolitique. Les tensions autour du pétrole, du gaz, de l'uranium ou encore des métaux nécessaires à la transition énergétique montrent que la question énergétique ne disparaît pas : elle change de forme.

Ainsi, plus de cinquante ans après le premier choc pétrolier, les crises énergétiques sont de retour. Elles ne résultent plus uniquement de la rareté des ressources, mais de l'imbrication croissante entre géopolitique, économie, sécurité des approvisionnements et transition écologique. Elles constituent l'une des manifestations les plus visibles de cet âge des tourmentes dans lequel les interdépendances mondiales deviennent autant de sources de prospérité que de vulnérabilité.

La nouvelle guerre des terres rares

La transition écologique et numérique repose sur des ressources dont l'importance stratégique n'a cessé de croître au cours des dernières années. Les terres rares et les métaux critiques sont aujourd'hui indispensables à la fabrication des batteries, des panneaux photovoltaïques, des éoliennes, des équipements électroniques, des semi-conducteurs ou encore des technologies de défense.

Ces ressources présentent une particularité majeure : elles sont à la fois géologiquement dispersées, industriellement stratégiques et particulièrement complexes à extraire et à transformer. Leur exploitation nécessite des procédés industriels coûteux et souvent fortement consommateurs d'eau et d'énergie.

La Chine concentre aujourd'hui l'essentiel des capacités mondiales de raffinage et près de 95 % de la production de certaines terres rares. Cette domination résulte autant d'une stratégie industrielle de long terme que de l'acceptation de coûts environnementaux que d'autres pays ont longtemps refusé d'assumer.

Cette situation crée une nouvelle forme de dépendance. Alors même que la transition écologique vise à réduire notre vulnérabilité aux énergies fossiles, elle accroît dans le même temps notre besoin en métaux critiques. Les terres rares deviennent ainsi un enjeu majeur de souveraineté industrielle.

Face à ce constat, l'Union européenne a engagé plusieurs initiatives destinées à sécuriser ses approvisionnements. Le European Critical Raw Materials Act, publié le 16 mars 2023, fixe notamment l'objectif d'accroître de 15 % les capacités européennes de recyclage des matériaux critiques⁶. La France dispose dans ce domaine de plusieurs atouts industriels et technologiques qui pourraient contribuer à réduire cette dépendance.

Au-delà de leur dimension industrielle, les terres rares illustrent une réalité plus profonde : la compétition géopolitique du XXI^e siècle se joue désormais autant autour des ressources nécessaires à la transition écologique qu'autour des ressources fossiles qui ont façonné le siècle précédent.

L'insécurité alimentaire mondiale

L'alimentation constitue un autre révélateur des vulnérabilités contemporaines. Longtemps considérée comme acquise dans une grande partie du monde, la sécurité alimentaire est redevenue un enjeu géopolitique majeur.

Selon le Rapport sur le financement du développement durable publié en 2023, 345 millions de personnes étaient confrontées à une insécurité alimentaire sévère, contre 135 millions avant la pandémie⁷. En quelques années seulement, le nombre de personnes les plus exposées à la faim a donc plus que doublé.

Cette dégradation résulte d'abord des conséquences de la pandémie. Les confinements, les fermetures de frontières et les perturbations logistiques ont profondément désorganisé les chaînes mondiales d'approvisionnement alimentaire. Mais la situation s'est aggravée avec la guerre en Ukraine, qui a affecté l'un des principaux greniers céréaliers de la planète.

Les tensions sur les marchés agricoles ont contribué à une hausse spectaculaire des prix alimentaires. À l'échelle mondiale, certaines denrées ont enregistré des augmentations supérieures à 50 % par rapport à leur niveau de 2019⁸. La production céréalière ukrainienne a diminué de 29 % entre les campagnes 2021-2022 et 2022-2023⁹, tandis que le retrait de la Russie de l'Initiative céréalière de la mer Noire en juillet 2023 a accentué les inquiétudes sur la stabilité des marchés mondiaux.

Face à cette situation, le G7 a adopté en mai 2023 le Plan d'action de Hiroshima pour une sécurité alimentaire mondiale résiliente, tandis que le G20 a appelé au renforcement des moyens du Fonds international de développement agricole afin de soutenir les populations les plus vulnérables.

Malgré ces efforts, la situation demeure préoccupante. Début 2025, le Bureau des Nations unies pour la coordination des affaires humanitaires estimait que plus de 280 millions de personnes souffraient d'une faim aiguë dans le monde¹⁰. Le rapport présenté lors de la réunion ministérielle du G20 consacrée à l'Alliance mondiale contre la faim et la pauvreté indiquait quant à lui que 733 millions de personnes étaient confrontées à la sous-alimentation en 2023, soit une personne sur onze dans le monde et une personne sur cinq en Afrique¹¹.

Ces chiffres témoignent d'un recul préoccupant des progrès réalisés depuis plusieurs décennies. Ils rappellent que l'alimentation, comme l'énergie ou les matières premières stratégiques, redevient un facteur central de stabilité économique, sociale et géopolitique.

L'accélération du réchauffement climatique

Parmi toutes les tourmentes qui traversent aujourd'hui le monde, les changements climatiques occupent une place particulière. Ils ne constituent pas seulement une crise supplémentaire : ils amplifient toutes les autres. Les tensions sur l'eau, l'alimentation, l'énergie, les migrations, la santé ou encore les finances publiques sont désormais directement influencées par l'évolution du climat. Là où la crise énergétique, les tensions géopolitiques ou les pénuries de ressources peuvent apparaître comme des phénomènes conjoncturels, les changements climatiques constituent une transformation profonde et durable des conditions dans lesquelles se développent les sociétés humaines.

Les années 2023, 2024 et 2025 pourraient ainsi être regardées rétrospectivement comme un moment de bascule. Pour la première fois depuis le début des observations modernes, l'ensemble des continents a été simultanément confronté à des phénomènes climatiques extrêmes. Records de chaleur, sécheresses prolongées, incendies géants, tempêtes exceptionnelles et inondations meurtrières se sont succédé à un rythme inédit. Ce qui apparaissait encore récemment comme une menace future est devenue une réalité tangible, observable à l'échelle de quelques années seulement.

Une planète qui bascule

L'un des faits les plus marquants de cette période est le caractère véritablement mondial des phénomènes observés. Les records de chaleur ont concerné l'Afrique, l'Asie, l'Europe, l'Amérique du Nord, l'Amérique du Sud mais également les régions arctiques et antarctiques. Les territoires insulaires, particulièrement vulnérables, ont été durement frappés par des événements climatiques extrêmes.

En Inde et au Pakistan, les vagues de chaleur humide ont atteint des niveaux sans précédent. Une étude menée par vingt-deux climatologues du réseau World Weather Attribution a montré que ces épisodes étaient devenus au moins trente fois plus probables du fait du changement climatique, avec des températures supérieures d'au moins 2°C à celles qui auraient été observées dans un climat non perturbé par les activités humaines¹².

Les conséquences se manifestent sous des formes multiples. Le Programme des Nations unies pour l'environnement estime que la fréquence des incendies extrêmes pourrait augmenter de 14 % d'ici 2030, de 30 % d'ici 2050 et de 50 % à la fin du siècle¹³. Les gigantesques incendies observés au Canada, en Grèce, en Californie ou encore en Australie illustrent déjà cette évolution. Au Canada, les feux de forêt de 2023 ont détruit plus de 18 millions d'hectares, soit une superficie supérieure à celle de la Tunisie.

Dans le même temps, les précipitations extrêmes se multiplient. L'atmosphère plus chaude contient davantage de vapeur d'eau, ce qui augmente mécaniquement l'intensité des épisodes pluvieux. La Chine, la Corée du Sud, la République démocratique du Congo, le Pérou, l'Italie, la Grèce, la Libye ou encore l'Espagne ont connu des inondations majeures. La catastrophe de Derna, en Libye, qui a provoqué près de 25 000 morts ou disparus en septembre 2023, demeure l'un des symboles les plus tragiques de cette nouvelle réalité climatique.

Ces événements ont longtemps été considérés comme exceptionnels. Ils tendent désormais à devenir la norme. L'âge des tourmentes se caractérise précisément par cette multiplication d'événements extrêmes qui ne surviennent plus de manière isolée mais simultanément dans plusieurs régions du monde.

Le franchissement des seuils d'alerte

Au-delà de la multiplication des événements extrêmes, les années récentes sont marquées par le franchissement de seuils symboliques et scientifiques qui inquiètent la communauté internationale.

Selon le programme européen Copernicus, l'été 2023 a été le plus chaud jamais enregistré à l'échelle mondiale avec une température moyenne de 16,77°C. Le seul mois de juillet 2023 est devenu le mois le plus chaud jamais observé avec une température moyenne mondiale de 16,9°C, soit environ 1,5°C au-dessus du niveau préindustriel retenu comme référence par l'Accord de Paris¹⁴.

Le 12 janvier 2024, l'Organisation météorologique mondiale confirmait officiellement que 2023 avait été « de loin l'année la plus chaude jamais enregistrée »¹⁵. L'année 2024 a ensuite battu un nouveau record, faisant de la décennie 2015-2024 la plus chaude jamais observée.

Cette succession de records a profondément modifié le discours des institutions internationales. Antonio Guterres, Secrétaire général des Nations unies, évoquait désormais un « effondrement climatique en temps réel »¹⁶. Une formule qui témoigne du sentiment d'urgence croissant au sein de la communauté internationale.

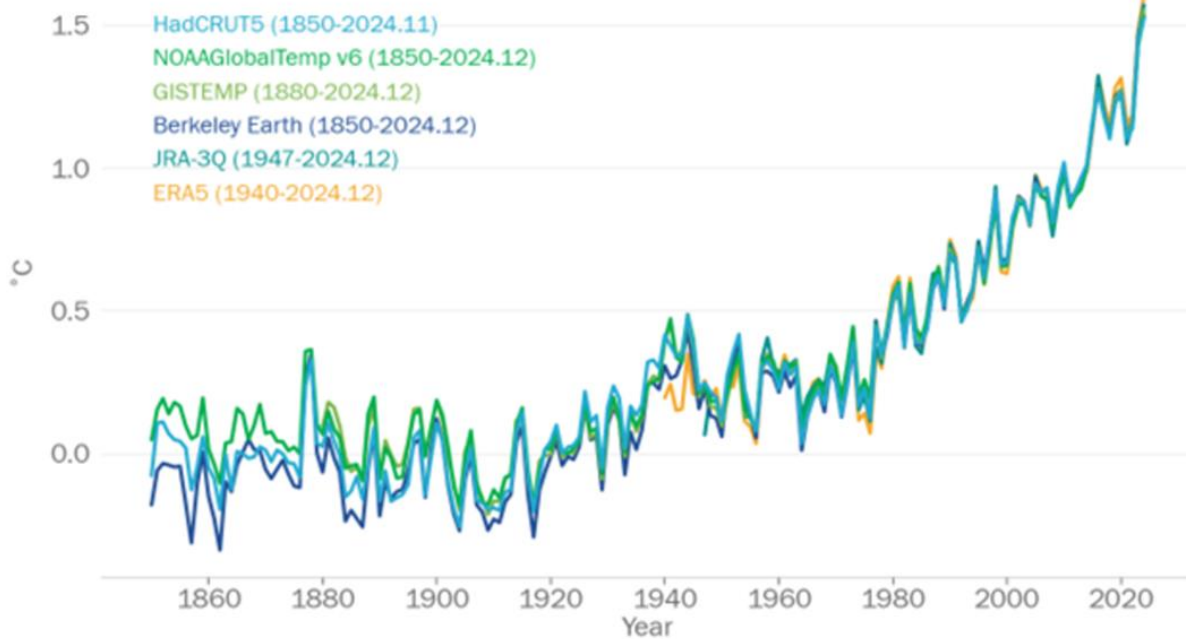
Le débat scientifique porte aujourd'hui moins sur la réalité du réchauffement que sur sa vitesse. Plusieurs études publiées en 2024 et 2025 considèrent désormais probable le dépassement durable du seuil de +1,5°C fixé par l'Accord de Paris. Une étude allemande estime que la planète pourrait être entrée dans une période de vingt années consécutives au-dessus de ce seuil¹⁷. Une étude canadienne évalue à 76 % la probabilité que cette trajectoire soit désormais engagée¹⁸.

Le climatologue James Hansen, ancien directeur du Goddard Institute de la NASA, va plus loin encore. Selon lui, l'objectif de limitation du réchauffement à +2°C apparaît désormais fortement compromis¹⁹. Pour plusieurs chercheurs, certains mécanismes d'accélération du réchauffement demeurent imparfaitement compris. Les rétroactions liées aux nuages, au méthane, à la disparition des surfaces enneigées ou encore à la diminution des aérosols pourraient contribuer à une évolution plus rapide que celle anticipée jusqu'à présent.

Le bilan de l'année 2025 confirme cette tendance. La température moyenne mondiale s'est établie à 14,97°C, soit 1,47°C au-dessus du niveau préindustriel²⁰. Même si l'objectif de l'Accord de Paris se mesure sur des moyennes de long terme et non sur une seule année, le signal envoyé est particulièrement préoccupant.

Global mean temperature 1850-2024

Difference from 1850-1900 average



Les océans, nouveau signal d'alerte

Le réchauffement climatique se lit également dans les océans, qui constituent pourtant l'un des principaux amortisseurs du système climatique mondial.

Depuis avril 2023, les températures de surface des mers atteignent des niveaux records. Selon l'UNESCO, la vitesse de réchauffement des océans a doublé en vingt ans²¹. Les océans absorbent aujourd'hui près de 90 % de l'excès de chaleur généré par les activités humaines.

En 2025, ils ont enregistré un niveau record d'accumulation thermique avec plus de 23 zettajoules de chaleur supplémentaires stockés²². Cette énergie alimente directement l'intensification des tempêtes, des cyclones et des précipitations extrêmes.

La montée du niveau des mers s'accélère également. La dilatation thermique des océans représente déjà près de 40 % de la hausse observée du niveau marin. Celui-ci s'est élevé d'environ 9 centimètres en trente ans²³. Pour de nombreuses zones littorales et insulaires, cette évolution constitue une menace directe.

Les régions polaires constituent un autre sujet d'inquiétude. L'Arctique se réchauffe près de trois fois plus vite que la moyenne mondiale, tandis que l'Antarctique connaît lui aussi une accélération du réchauffement. Le recul des glaces et la déstabilisation de certains grands glaciers pourraient avoir des conséquences durables sur le niveau des océans au cours des prochaines décennies.

Face à ces évolutions, quelques avancées diplomatiques méritent néanmoins d'être soulignées. L'accord sur la Haute Mer (BBNJ), adopté en 2023 et devant entrer en vigueur en 2026, constitue une avancée

importante pour la protection de la biodiversité marine. Les « Engagements de Nice pour l'Océan », adoptés en juin 2025, témoignent également d'une volonté croissante de mieux protéger les écosystèmes marins.

La France en première ligne

La France n'échappe pas à cette dynamique mondiale. Le territoire se réchauffe même plus rapidement que la moyenne planétaire.

Selon les travaux du CNRS, de Météo-France et du CERFACS, le réchauffement observé atteint déjà environ +1,7°C depuis l'ère préindustrielle²⁴. Le Haut Conseil pour le climat estime que cette hausse pourrait atteindre +4°C à la fin du siècle si les trajectoires actuelles se poursuivent²⁵.

Les conséquences sont désormais visibles dans l'ensemble du pays. Les vagues de chaleur se multiplient. Les sécheresses deviennent plus fréquentes. Les tensions sur la ressource en eau augmentent. Les rendements agricoles sont affectés. Les risques d'incendies progressent dans des territoires jusqu'alors peu concernés.

L'année 2025 a été marquée par des inondations importantes durant l'hiver, plusieurs épisodes caniculaires et une saison d'incendies exceptionnelle. Depuis le début du mois de juin, plus de 238 incendies de grande ampleur ont été recensés et près de 38 000 hectares ont brûlé.

Ces évolutions montrent que les changements climatiques ne constituent plus une menace lointaine ou abstraite. Ils modifient déjà les conditions de vie, les équilibres économiques et les capacités d'adaptation des territoires. À ce titre, ils représentent sans doute l'une des manifestations les plus emblématiques de l'âge des tourmentes dans lequel nous sommes entrés.



INDICATEURS DU CHANGEMENT CLIMATIQUE EN FRANCE HEXAGONALE ET CORSE EN 2024



FEUX DE FORÊT

Conditions propices au développement de feux de forêt

x2,5

entre la période 2015-2024
(55 % en moyenne) par rapport à la période 1961-1990 (21 % en moyenne)



TEMPÉRATURE

+2,2°C*

sur la période 2015-2024 par rapport à la période pré-industrielle



VAGUE DE CHALEUR

Nombre moyen de jours par an en vague de chaleur

x6

sur la période 2015-2024
(13 jours par an) par rapport à 1961-1990 (2 jours par an)



PLUIES EXTRÊMES

+12 %

d'intensité des pluies extrêmes en région méditerranéenne sur la période 1961-2024



SÉCHERESSE

Superficie du territoire en conditions de sécheresse

x1,5

sur la période 2015-2024
(10 % en moyenne) par rapport à la période 1961-1990 (7 % en moyenne)



GLACIERS

Perte cumulée (en mètres équivalents eau) sur la période 2015-2024 (Source : Glacioclim)

-16 m

au glacier d'Argentière (Alpes)

-27 m

au glacier d'Ossoue (Pyrénées)



VAGUE DE FROID

Nombre moyen de jours par an en vague de froid

<1 jour

sur la période 2015-2024 contre 6 jours par an sur la période 1961-1990



ENNEIGEMENT

Hauteur de neige moyenne au Col de Porte (1325 m, Alpes)

-47 cm (-50%)

sur la période 2015-2024 par rapport à 1961-1990 (97 cm)



TEMPÉRATURE DE SURFACE DE L'OcéAN

(Source : OSTIA - Copernicus Marine Service)

+0,4°C*

sur les domaines Manche-Atlantique entre les périodes 1991-2020 et 2015-2024

+0,5°C*

sur le domaine Méditerranéen entre les périodes 1991-2020 et 2015-2024

* Valeur provisoire

METEO FRANCE

Le déclin de la biodiversité

La crise de la biodiversité constitue sans doute l'une des transformations les plus profondes et les moins visibles de notre époque. Alors que les changements climatiques occupent désormais le devant de la scène médiatique et politique, l'érosion du vivant se poursuit à un rythme sans précédent. Selon les évaluations de l'UICN et de l'IPBES, près d'un million d'espèces sont aujourd'hui menacées de disparition¹². Pour de nombreux scientifiques, l'humanité est déjà entrée dans une sixième extinction de masse, la première provoquée par une seule espèce : la nôtre.

Cette prise de conscience n'est pourtant pas récente. Dès le XIX^e siècle, George Perkins Marsh alertait dans son ouvrage *L'Homme et la Nature* (1864) sur la capacité de l'humanité à modifier profondément les équilibres naturels. Avec près de deux siècles d'avance sur le concept d'anthropocène, il décrivait déjà l'homme comme une « puissance de transformation » capable de remodeler les écosystèmes à l'échelle de la planète¹³.

Depuis, la communauté internationale a progressivement reconnu l'ampleur de cet enjeu. La Convention sur la diversité biologique, adoptée lors du Sommet de Rio en 1992, a consacré la biodiversité comme un enjeu mondial majeur. Pourtant, contrairement au climat, la biodiversité peine à mobiliser durablement l'attention politique et médiatique. Les conférences internationales consacrées au vivant ont souvent été moins visibles que les COP climat, tandis que les objectifs d'Aichi, adoptés pour la période 2011-2020, ont été largement manqués¹⁴.

Un sursaut encore fragile

L'année 2025 a néanmoins marqué un tournant diplomatique important. Après l'échec apparent de la COP16 de Cali en novembre 2024, les négociations se sont poursuivies et ont permis de consolider la mise en œuvre du cadre mondial de Kunming-Montréal. Cet accord représente aujourd'hui la principale feuille de route internationale pour enrayer l'effondrement de la biodiversité.

Son objectif est ambitieux : mobiliser 200 milliards de dollars par an d'ici 2030 en faveur de la biodiversité, dont 20 milliards destinés aux pays en développement dès 2025 et 30 milliards à l'horizon 2030¹⁵. Selon l'OCDE, les financements internationaux consacrés à la biodiversité dans les pays en développement atteignaient déjà 15,4 milliards de dollars en 2022.

L'avancée la plus emblématique demeure toutefois l'objectif dit du « 30 × 30 », qui prévoit de protéger 30 % des espaces terrestres, d'eau douce et marins d'ici à 2030¹⁶. Cet engagement constitue un succès diplomatique majeur, notamment pour la France qui avait lancé dès 2021, avec le Costa Rica, la Coalition de Haute Ambition pour la Nature et les Peuples, aujourd'hui soutenue par plus d'une centaine d'États.

L'accord prévoit également la restauration d'au moins 30 % des écosystèmes dégradés d'ici la fin de la décennie, contre 20 % dans les premières versions du texte¹⁷. Il s'accompagne de la création du Fonds du Cadre mondial pour la biodiversité, destiné à mobiliser rapidement des financements publics, privés et multilatéraux¹⁸.

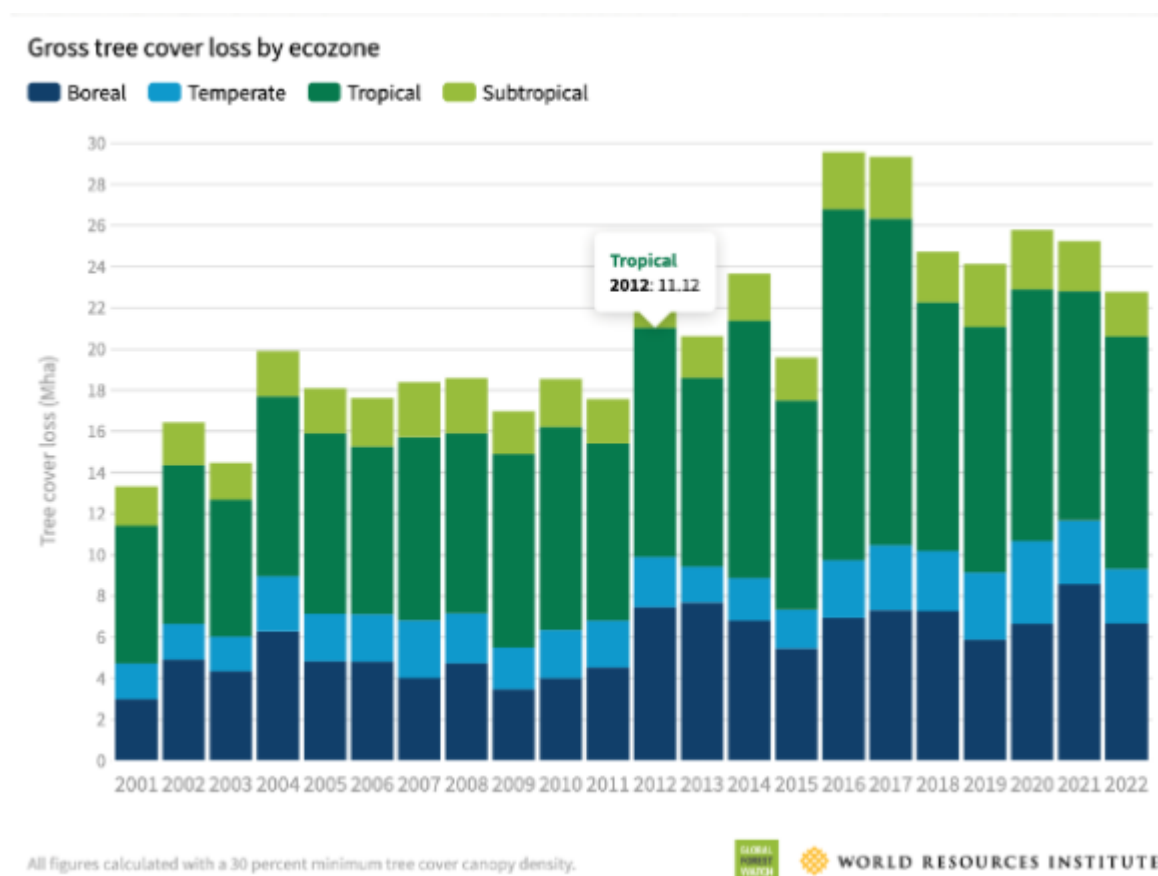
Ces avancées restent insuffisantes au regard de l'ampleur de la crise, mais elles montrent que des trajectoires de restauration demeurent possibles. Contrairement au climat, dont les effets se déploient sur

plusieurs décennies voire plusieurs siècles, la biodiversité peut parfois répondre rapidement aux politiques de protection et de restauration. Elles rappellent également le rôle essentiel des solutions fondées sur la nature, à la fois pour préserver le vivant et pour renforcer l'adaptation aux changements climatiques.

Illustration 1 : Évolution de la biodiversité mondiale et objectif « 30 × 30 » du cadre de Kunming-Montréal.

Forêts, eau : les grands équilibres du vivant fragilisés

Parmi les écosystèmes les plus menacés figurent les forêts. Elles jouent pourtant un rôle essentiel dans la régulation du climat, le stockage du carbone, la préservation des sols et du cycle de l'eau.



Selon la FAO, la déforestation mondiale atteignait encore 10 millions d'hectares par an sur la période 2015-2020¹⁹. Si ce rythme est inférieur à celui observé au début des années 2000, il demeure considérable. L'Afrique perd chaque année près de 4,4 millions d'hectares de forêts tandis que l'Amérique du Sud en perd près de 3 millions²⁰.

L'expansion agricole demeure responsable d'environ 90 % de la déforestation mondiale, principalement dans les régions tropicales²¹. À cette pression s'ajoutent désormais les effets des sécheresses, des incendies et des événements climatiques extrêmes qui fragilisent de nombreux massifs forestiers.

L'eau constitue une autre source majeure de préoccupation. Longtemps considérée comme une ressource abondante, elle devient progressivement un facteur de tension à l'échelle mondiale. Entre 2000 et 2018, les volumes d'eau disponibles par habitant ont diminué de 20 % en moyenne dans le monde²². Cette baisse atteint 41 % en Afrique subsaharienne, 30 % en Asie centrale et occidentale et 26 % en Afrique du Nord²³.

Aujourd'hui, près de 10 % de la population mondiale vit dans des territoires confrontés à un stress hydrique élevé ou critique²⁴.

La Conférence mondiale de l'eau organisée par les Nations unies en mars 2023, la première depuis 1977, devait permettre une mobilisation internationale comparable à celle observée sur le climat. Elle s'est finalement soldée par une série d'engagements dispersés et non contraignants, très loin de la réponse coordonnée qu'exigerait l'ampleur de la crise²⁵.

Illustration 2 : Évolution du stress hydrique mondial et répartition des zones les plus exposées.

Les ODD, une boussole dans la tempête ?

Dix ans après leur adoption, les Objectifs de développement durable (ODD) apparaissent comme l'un des meilleurs révélateurs des bouleversements à l'œuvre dans le monde. Conçus en 2015 comme une feuille de route universelle visant à concilier prospérité économique, justice sociale, préservation de l'environnement et paix, ils devaient constituer le socle d'un nouveau modèle de développement à l'horizon 2030. Pourtant, à mi-parcours, le constat est sévère.

Selon le Rapport sur l'état d'avancement des ODD publié en 2023, seulement 12 % des 169 cibles sont en bonne voie d'être atteintes, tandis que près de 50 % progressent trop lentement et qu'environ 30 % stagnent ou régressent¹. Antonio Guterres, Secrétaire général des Nations unies, évoquait alors une « promesse de paix, de prospérité et de dignité en péril » ainsi qu'un « bilan sombre à mi-parcours »². Un an plus tard, la situation ne s'est guère améliorée : seules 16 % des cibles apparaissent aujourd'hui susceptibles d'être atteintes d'ici 2030, tandis que les 84 % restantes affichent des progrès insuffisants ou une inversion des tendances³.

Le rapport 2024 du Sustainable Development Solutions Network (SDSN) met en évidence plusieurs fractures majeures⁴. Les pays nordiques demeurent les plus avancés dans la réalisation des ODD, tandis que les BRICS enregistrent des progrès significatifs. À l'inverse, les pays les plus pauvres et les plus vulnérables continuent de décrocher. Le rapport souligne également que le développement durable reste avant tout un défi d'investissement de long terme, rendant plus urgente que jamais la réforme de l'architecture financière internationale. Enfin, les objectifs relatifs aux systèmes alimentaires, aux terres et à la biodiversité figurent parmi ceux dont les trajectoires sont les plus préoccupantes.

L'année 2023 devait pourtant constituer un moment de relance. À mi-chemin de l'Agenda 2030, le Sommet des Nations unies consacré aux ODD a adopté un plan destiné à accélérer leur mise en œuvre⁵. Mais le réalisme s'est rapidement imposé. Dennis Francis, président de l'Assemblée générale des Nations unies, rappelait alors que « des blessures persistent depuis la gestion de la pandémie »⁶, traduisant le sentiment croissant que les pays les plus riches ont parfois privilégié les objectifs compatibles avec leurs intérêts immédiats au détriment d'une vision véritablement universelle.

Au fond, la question est devenue plus fondamentale encore : les ODD peuvent-ils toujours servir de fondement à un nouveau modèle de développement ? L'Agenda 2030 ambitionnait de transformer les sociétés elles-mêmes, bien au-delà des seules politiques économiques. La France s'inscrivait d'ailleurs dans cette logique lorsqu'elle fixait, dans sa feuille de route publiée en 2020, l'objectif de « transformer les modèles de sociétés par la sobriété carbone et l'économie des ressources naturelles, pour agir en faveur du climat, de la planète et de sa biodiversité »⁷.

Or le contexte international s'est profondément dégradé. Le retour des conflits armés fragilise directement l'ODD 16 consacré à la paix, à la justice et à l'efficacité des institutions, pourtant indispensable à la réussite de tous les autres objectifs. Depuis l'adoption de l'Agenda 2030 et du programme d'action d'Addis-Abeba, les conflits se sont multipliés : Libye, Syrie, Yémen, Sahel, Haut-Karabakh, Tigré, Myanmar, Ukraine, Soudan ou encore Gaza. Parallèlement, selon l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm (SIPRI), les dépenses militaires mondiales ont augmenté pour la dixième année consécutive et représentaient 2,5 % du PIB mondial en 2024⁸. Les États-Unis, la Chine, la Russie, l'Allemagne et l'Inde concentrent à eux seuls 60 % de ces dépenses, soit 1 635 milliards de dollars.

Cette évolution s'accompagne d'un affaiblissement préoccupant des mécanismes de solidarité internationale. L'arrivée de Donald Trump à la présidence des États-Unis a marqué un tournant avec le gel d'une grande partie de l'aide internationale américaine dès janvier 2025⁹. Selon l'Organisation mondiale de la santé, les financements consacrés à la santé pourraient diminuer de près de 40 % en 2025 par rapport à 2023, soit environ 10 milliards de dollars de moins¹⁰.

La tendance est également visible dans les pays de l'OCDE. Après cinq années consécutives de hausse, l'aide publique au développement a diminué de 9 % en 2024¹¹. Elle représente désormais 212,1 milliards de dollars, soit seulement 0,33 % du revenu national brut cumulé des membres du Comité d'aide au développement¹². En tenant compte des décisions américaines, l'OCDE anticipe une nouvelle baisse comprise entre 9 % et 17 % en 2025¹³. La France elle-même a réduit son effort de solidarité internationale de plus de 2,1 milliards d'euros dans le budget 2025, revenant à un niveau inférieur à celui de 2021 et s'éloignant encore davantage de l'objectif de consacrer 0,7 % de son revenu national brut à l'aide publique au développement¹⁴.

Ce recul intervient pourtant au moment où les besoins n'ont jamais été aussi importants. Le changement climatique a déjà entraîné une perte équivalente à 6,3 % du PIB mondial pondéré par la population en 2022¹⁵. Dans le même temps, l'OCDE prévoit un ralentissement de la croissance mondiale, qui passerait de 3,2 % à 2,9 % entre 2025 et 2026¹⁶. Pour les pays les plus pauvres, la situation est particulièrement critique. L'extrême pauvreté se concentre désormais dans les régions les plus instables du globe, où les conflits, les crises politiques et les catastrophes climatiques rendent les progrès particulièrement difficiles. Le taux d'extrême pauvreté y avoisine encore 40 %, contre environ 6 % dans l'ensemble des économies en développement¹⁷.

Plus qu'un simple ralentissement statistique, cette évolution révèle la difficulté croissante à maintenir une vision commune du développement dans un monde traversé par les conflits, les rivalités géopolitiques et les urgences de court terme. Les ODD demeurent probablement le cadre international le plus cohérent jamais élaboré pour penser l'avenir. Mais ils sont désormais confrontés à une question décisive : comment construire un projet collectif mondial lorsque les logiques de puissance semblent reprendre le dessus sur les logiques de coopération ?

Vers une économie de guerre ?

L'expression d'« économie de guerre » s'est progressivement imposée dans le débat public au cours des années 2020. Elle ne renvoie plus uniquement aux conflits armés mais à la nécessité de mobiliser massivement les ressources économiques pour répondre à des menaces systémiques.

Pierre Charbonnier en a donné une formulation éclairante : « On ne fait plus seulement la guerre pour les ressources, dans l'espoir de conquérir un "lebensraum" territorial ou géologique, on fait la guerre par l'intermédiaire des politiques énergétiques »¹. L'énergie n'est plus seulement un ressort de puissance, parce qu'elle alimente les armées et l'appareil productif ; elle devient aussi un facteur de risque dont les États cherchent à se défaire.

Cette évolution traduit un changement profond. La transition écologique n'apparaît plus seulement comme un projet environnemental mais comme une question de sécurité, de souveraineté et de résilience. Au-delà même de la guerre énergétique, les phénomènes climatiques et leurs impacts ont désormais des conséquences économiques majeures. Les catastrophes détruisent des infrastructures, désorganisent les systèmes productifs, fragilisent les réseaux d'énergie, d'eau ou de transport et mobilisent des moyens considérables de secours et de reconstruction. Comme dans les guerres, le nombre de victimes s'accroît, les dispositifs de protection sont mis à l'épreuve et les capacités d'intervention apparaissent souvent insuffisantes. Ce fut le cas en Grèce, dans plusieurs pays d'Afrique et dans de nombreux États insulaires particulièrement vulnérables.

Plusieurs chercheurs ont récemment souligné l'ampleur de la restructuration économique qu'impliquerait une transition vers un système énergétique décarboné². Selon eux, une transition rapide et compatible avec les objectifs climatiques entraînerait une multiplication par dix des besoins en capitaux du secteur énergétique. La demande d'investissements serait telle que l'appareil productif mondial ne pourrait répondre simultanément à cette nouvelle demande et à celle en biens de consommation des ménages.

Le taux d'investissement mondial passerait ainsi d'environ 26 % aujourd'hui à plus de 40 % au pic de la transition, niveau qui n'a pas été observé depuis la Seconde Guerre mondiale³. Une telle transformation provoquerait d'importantes tensions sur le marché du travail, sur les capacités industrielles, sur les chaînes d'approvisionnement et sur l'accès aux matières premières stratégiques. Elle serait également fortement inflationniste, en raison de la hausse massive des besoins en capitaux des entreprises énergétiques et du déséquilibre persistant entre demande d'investissements, demande de consommation et capacités productives⁴.

Ces travaux rappellent également que la transition énergétique et écologique fait réémerger au premier plan la question de la répartition de la richesse entre capital et travail. Elle suppose donc de nouvelles formes de gouvernance écologique, capables à la fois d'arbitrer cette conflictualité sociale et d'assurer une bonne allocation du capital productif vers les secteurs clés de la transition.

¹ <https://legrandcontinent.eu/fr/2022/03/18/la-naissance-de-lecologie-de-guerre/>.

² Louis Delannoy (Inria), Antoine Godin et Sakir Devrim Yilmaz (AFD), Baptiste Andrieu (Université Grenoble Alpes - UGA), Hervé Jeanmart et Pierre Jacques (Université catholique de Louvain - UCLouvain).

³ <https://theconversation.com/une-economie-de-guerre-sera-t-elle-necessaire-pour-respecter-laccord-de-paris-sur-le-climat-204226>.

⁴ Voir Note Comite 21, septembre 2023 « A mi-chemin de l'Agenda 2030, réalisme ou sursaut - ? 29.09.2023 », Bettina Laville

On mesure ainsi l'ampleur des transformations nécessaires pour faire émerger de nouveaux modèles, à partir du seul enjeu de la décarbonation. Encore faut-il observer que ces évaluations se situent dans un système économique globalement inchangé. Or les avancées demeurent lentes. Le G20, qui représente près de 80 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre, n'est pas parvenu, en 2023, à appeler explicitement à une sortie des énergies fossiles. Il a cherché à compenser cette absence d'annonce forte par l'engagement de tripler les énergies renouvelables d'ici 2030. La déclaration finale s'est contentée d'appeler à accélérer les efforts de réduction de la production d'électricité à partir de charbon, sans viser clairement le gaz ni le pétrole, et de réaffirmer l'engagement à réduire et rationaliser les subventions aux usages inefficaces des énergies fossiles⁵.

Le G20 de 2024 n'a pas davantage permis de franchir un cap. Alors qu'il aurait pu donner un élan à la COP29, il n'a pas réitéré dans sa déclaration finale l'engagement à opérer une transition juste, ordonnée et équitable vers une sortie des combustibles fossiles dans les systèmes énergétiques, pourtant affirmé lors de la COP28 à Dubaï. Quant au G20 de 2025, tenu sans Donald Trump ni Vladimir Poutine, sa déclaration s'est principalement concentrée sur les financements climatiques, l'objectif de passer « de milliards à des milliers de milliards » et les inégalités d'accès à l'énergie, davantage que sur la réduction effective des émissions mondiales⁶.

La question n'est donc plus de savoir si la transition transformera l'économie mondiale, mais à quelle vitesse, selon quelles modalités, et avec quels instruments de gouvernance. Car si l'économie de guerre désigne la mobilisation exceptionnelle des ressources face à un danger vital, les changements climatiques, la décarbonation et les tensions énergétiques nous placent déjà devant une exigence de même nature.

Le retour des puissances et l'effritement du multilatéralisme

Au-delà de la portée géopolitique et énergétique du concept d'économie de guerre, la guerre elle-même est soit présente, soit menaçante. L'histoire rappelle qu'elle a souvent constitué une réponse cynique aux impasses économiques. La période actuelle voit précisément se combiner tensions militaires, rivalités énergétiques, fragmentation commerciale et affaiblissement des cadres multilatéraux.

Depuis plusieurs décennies, la mondialisation avait laissé espérer l'émergence progressive d'une gouvernance internationale capable de gérer les grands biens communs mondiaux. Or la période récente semble marquée par une évolution inverse. Les rivalités géopolitiques se renforcent, les alliances se recomposent et les institutions multilatérales peinent à produire des compromis ambitieux.

L'édition 2025 du Forum économique mondial de Davos décrivait ainsi « un monde caractérisé par une plus grande instabilité, des discours polarisants, l'érosion de la confiance et l'insécurité »⁷. Le rapport plaçait les conflits armés au premier rang des risques à court terme, devant même les événements climatiques extrêmes. Il soulignait aussi le danger lié à la double crise de la désinformation et des crises environnementales et sociales. À dix ans cependant, les menaces les plus lourdes pesant sur l'économie mondiale demeurent les risques environnementaux⁸.

⁵ <https://www.institutmontaigne.org/expressions/les-brics-le-g20-et-la-nouvelle-donne-mondiale>

⁶ En s'inspirant des expériences menées par le psychiatre Ewen Cameron à l'université McGill dans les années 1950.

⁷ A comparer d'ailleurs avec les 346.000 milliards de dollars, selon les calculs de l'Institute for international finance (IIF) de dette mondiale globale, soit 310 % du PIB de la planète.

⁸ selon le rapport Un monde de dettes 2025 (EN), publié le 26 juin par ONU commerce et développement (CNUCED).

Le Rapport mondial sur les risques 2026 confirme cette évolution. Il place au premier rang des préoccupations la confrontation géoéconomique, présentée comme le risque le plus grave à l'horizon des deux prochaines années. Il décrit un monde marqué par les guerres conventionnelles, le recours aux armes économiques à des fins d'avantage stratégique et la fragmentation croissante des sociétés⁹. Les risques environnementaux reculent dans le classement à court terme, mais demeurent les principales menaces à long terme.

Cette fragmentation se traduit également par une remise en cause du multilatéralisme. Le rapport évoque une situation de « multipolarité sans multilatéralisme »¹⁰. Cette formule résume l'une des principales caractéristiques de notre époque : alors que les centres de puissance se multiplient, les mécanismes de coopération internationale s'affaiblissent.

Cette évolution rejoint l'inquiétude formulée dès 2023 autour de l'Agenda 2030 : au lieu d'un multilatéralisme capable d'organiser la gestion des biens communs, on voit se dessiner une doctrine par continent, voire par bloc, pour les affaires du monde. C'est sans doute l'une des plus grandes inquiétudes contemporaines : au moment même où le climat, la biodiversité, les ressources, les migrations ou les pandémies nécessiteraient une coopération renforcée, le monde semble s'installer dans la fragmentation.

L'été 2023 a constitué à cet égard un tournant, avec le sommet des BRICS à Johannesburg. Près de vingt pays ont alors demandé à rejoindre cette coalition et soixante-dix-sept pays ont été invités. Les pays concernés ont pointé l'insuffisance des financements de la transition énergétique, les difficultés commerciales liées à certaines politiques européennes de lutte contre la déforestation, mais aussi leur opposition ou leur indifférence à la guerre en Ukraine. Six pays ont d'abord rejoint les BRICS : l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis, l'Iran, l'Égypte, l'Éthiopie et l'Argentine. Cet élargissement représentait alors près de 46 % de la population mondiale et un peu plus du tiers du PIB mondial¹¹.

Depuis, cette dynamique s'est renforcée. Comme le souligne l'ambassadeur Michel Duclos, la volonté de s'affranchir de la domination occidentale sur les institutions internationales, notamment économiques et financières, constitue aujourd'hui le principal ciment des BRICS élargis¹². Cette attractivité auprès des puissances moyennes du Sud doit être comprise comme un signal majeur adressé aux pays occidentaux. Les BRICS élargis constituent également une force considérable en matière énergétique, réunissant plusieurs grands producteurs d'énergies fossiles et une part importante des pays consommateurs. Ils pourraient ainsi former une sorte de cartel implicite, déjà perceptible dans la réduction des ambitions climatiques observée lors de certaines COP.

La faiblesse des résultats de l'Agenda 2030 donne évidemment aux pays pauvres et émergents des raisons supplémentaires de défiance. Lorsque seule une faible part des cibles des Objectifs de développement durable semble en voie d'être atteinte, lorsque les financements promis ne sont pas au rendez-vous et lorsque les règles du commerce mondial apparaissent déséquilibrées, la tentation de rechercher d'autres cadres d'alliance s'accroît. La COP30 de 2025 a marqué, à cet égard, le franchissement d'un nouveau seuil dans cette attitude de rupture.

Ou l'économie du chaos ?

⁹ <https://www.banquemondiale.org/fr/news/press-release/2025/01/16/gep-january-2025-press-release>

À ces tensions géopolitiques s'ajoute une autre forme d'incertitude : celle née de la fragmentation économique et politique du monde. Le terme de chaos est de plus en plus fréquemment employé depuis le retour de Donald Trump au premier plan des affaires mondiales. Il désigne à la fois le chaos interne aux États-Unis et le chaos externe, les deux étant désormais profondément liés.

L'hyper-nationalisme américain transforme la notion même d'Occident. Les édifices multilatéraux construits depuis près de quatre-vingts ans peuvent désormais vaciller : retrait des États-Unis de l'OMS, baisse de l'aide internationale, retrait de l'Accord de Paris, remise en cause des conventions climatiques, sortie ou affaiblissement de multiples organisations internationales, politique migratoire génératrice de conflits, barrières douanières établies au gré des intérêts américains, velléités d'expansion territoriale ou tentation de régler les affaires du monde à travers des accords bilatéraux mouvants entre puissances inégales. Tout cela fait peser une menace profonde sur l'ordre international.

Le « nouveau modèle » serait-il alors un modèle chaotique ? La question mérite d'être posée. Plusieurs observateurs rappellent que le chaos a été théorisé comme stratégie politique. Dès 2018, Steve Bannon, conseiller de Donald Trump lors de son premier mandat, assumait une stratégie consistant à multiplier les déclarations polémiques afin d'étourdir, saturer et désorienter l'adversaire. Naomi Klein a montré, dans *La Stratégie du choc*, comment un « capitalisme du désastre » peut prospérer sur le chaos⁴. En créant un état de confusion permanente, en submergeant les citoyens d'informations contradictoires, en brouillant la distinction entre le vrai et le faux, l'attention collective se disperse et des programmes radicaux peuvent être imposés plus facilement.

Dans un tel contexte, le chaos devient lui-même un instrument de gouvernement. Il affaiblit les institutions, divise les sociétés, favorise la désinformation et permet à certains dirigeants de se poser en seuls points de repère dans le désordre qu'ils contribuent eux-mêmes à orchestrer.

Parallèlement, les fragilités économiques s'accumulent. Depuis la crise financière mondiale de 2008-2009, puis la crise du Covid-19, l'intégration économique mondiale s'est essoufflée. Les flux d'investissements directs étrangers vers les économies en développement ont été réduits de moitié, rapportés au PIB, par rapport au début des années 2000. En 2024, les nouvelles restrictions commerciales mondiales étaient cinq fois supérieures à la moyenne observée entre 2010 et 2019. Ces facteurs ont contribué à une baisse durable de la croissance mondiale, passée de 5,9 % dans les années 2000 à 5,1 % dans les années 2010, avant de tomber à 3,5 % dans les années 2020.

La dette publique mondiale atteint, elle aussi, des niveaux préoccupants. Elle a atteint un record de 102 000 milliards de dollars en 2024, contre 97 000 milliards en 2023, soit près de 94 % du PIB mondial⁵. Le FMI observe que ce niveau se situe juste en dessous du record historique atteint quelques années après la fin de la Seconde Guerre mondiale⁶. Il représente dix points de PIB de plus qu'en 2019, avant la pandémie. Dans un scénario très défavorable, la dette publique mondiale pourrait atteindre 115 % du PIB en trois ans, sous l'effet d'une croissance plus faible, d'un financement plus coûteux, de dérapages budgétaires et d'une incertitude économique et politique accrue.

Une telle situation exigerait une coopération mondiale renforcée, une planification du désendettement global et des partenariats intelligents. En tout état de cause, elle appelle autre chose que la guerre économique qui se profile.

Or aujourd'hui, 3,4 milliards de personnes vivent dans des pays qui consacrent davantage de ressources au paiement des intérêts de leur dette qu'à la santé ou à l'éducation¹⁷. Dans ces conditions, la capacité à financer les transitions écologiques, sociales et économiques devient un enjeu majeur. Selon les dernières Perspectives économiques mondiales de la Banque mondiale, les économies en développement, qui contribuent à près de 60 % de la croissance planétaire, devraient terminer le premier quart du XXI^e siècle avec des perspectives de croissance à long terme au plus bas depuis 2000. Alors même que l'économie mondiale pourrait se stabiliser au cours des prochaines années, la dynamique de rattrapage des économies en développement sur les niveaux de revenu des économies avancées risque de marquer le pas.

Sommes-nous alors entrés dans une économie du chaos ou dans une phase de transition vers de nouveaux modèles ? La question demeure ouverte.

Une chose est certaine : les réponses élaborées après la pandémie ont souvent consisté à restaurer les équilibres antérieurs plutôt qu'à inventer des trajectoires nouvelles. Pourtant, les bouleversements climatiques, géopolitiques, technologiques, économiques et sociaux rendent chaque jour plus difficile le retour au statu quo.

L'enjeu du XXI^e siècle n'est sans doute plus seulement de préserver nos modèles hérités, mais de construire des sociétés capables de demeurer habitables, démocratiques et solidaires dans un monde devenu plus instable. Cette recherche de robustesse, de résilience, de souveraineté coopérative et de nouvelles formes de gouvernance constitue probablement le véritable horizon des nouveaux modèles de développement.

La France face aux tourmentes

Ouvrir le débat sur les modèles d'avenir

Vol 1. De l'espoir du « monde d'après » à l'instabilité de la planète

En 2020, au moment où le monde s'arrêtait sous l'effet de la pandémie de Covid-19, beaucoup espéraient l'avènement d'un « monde d'après » plus résilient, plus solidaire et plus respectueux des limites de la planète. Six ans plus tard, le constat est plus nuancé.

La pandémie n'a pas ouvert une nouvelle ère. Elle a révélé les fragilités d'un modèle de développement déjà sous tension. Depuis, les crises se sont succédé : guerre en Europe, tensions géopolitiques, crises énergétiques, inflation, insécurité alimentaire, accélération des changements climatiques, effondrement de la biodiversité, remise en cause du multilatéralisme et essor de technologies qui bouleversent nos sociétés à un rythme inédit.

Mais ces événements ne sont pas des crises isolées. Ils forment un système de vulnérabilités interdépendantes qui interroge profondément les fondements de nos modèles économiques, sociaux et politiques. Derrière l'accumulation des tourmentes se dessine une même réalité : celle d'un monde confronté au retour des limites, qu'elles soient écologiques, énergétiques, géopolitiques ou démocratiques.

À travers une analyse des grandes transformations à l'œuvre depuis le début des années 2020, cet ouvrage propose une lecture d'ensemble des bouleversements contemporains. Il montre comment les certitudes héritées du XX^e siècle vacillent et pourquoi les Objectifs de développement durable demeurent, malgré leurs fragilités, l'une des rares tentatives de construire un horizon commun.

Entre constats, interrogations et perspectives, ce livre invite à regarder le monde tel qu'il est devenu : plus instable, plus complexe, mais aussi porteur d'une question essentielle pour notre avenir collectif : comment inventer de nouveaux modèles de développement dans un siècle marqué à la fois par l'urgence écologique, le retour des puissances et l'exigence de justice sociale ?



Avec le soutien de

